

PAVEL OUVAROV

Institut d'histoire mondiale
Académie des sciences de Russie
Moscou
Faculté des Lettres
École Supérieure d'Économie
Moscou

À propos de la coercition à l'interdisciplinarité

J'ai fait la connaissance du professeur Jan Kieniewicz juste avant Noël 2012, lors d'une conférence organisée par la Faculté des *Artes Liberales* de l'Université de Varsovie¹. Malgré notre différence d'âge et d'expérience, j'eus l'impression que nous nous connaissions depuis longtemps. Nous partageons nombre de centres d'intérêts – et de conversations pleines du plaisir de s'entendre de demi-mot. Par la suite, en en apprenant davantage sur la biographie du professeur Kieniewicz, j'ai découvert beaucoup de similitudes entre nos parcours académiques. D'abord, une commune spécialisation en histoire moderne européenne (française dans mon cas). Ensuite, un commun passage à Paris (Jan Kieniewicz avait fait son stage dans la VI^e section de l'École pratique des hautes études – EPHE, section « braudélienne », et moi dans cette même VI^e section... devenue l'EHESS). Nous avons tous les deux mis au centre de nos thèses d'Habilitation à diriger des Recherches les résultats de

¹ La sixième session de l' « Academia in Public Discourse Poland-Russia: How do we define our community? The foreign and the other: neighbors, partners, friends, internal enemy, external enemy », Varsovie 2012.

notre stage. Nous nous sommes également, sans formation préalable, consacrés à l'histoire d'Orient, loin des méthodes de travail et des modes de pensée propres aux orientalistes. Et enfin, nous nous sommes tous deux plongés dans l'interdisciplinarité, moins par quelque choix théorique ou méthodologique que par hasard, ou plutôt, par nécessité – en tous cas, pour des raisons pragmatiques.

Notre rencontre fut accompagnée d'un fait curieux : j'avais amené en Pologne un exemplaire du deuxième volume de la série *Histoire du monde : Civilisations médiévales de l'Occident et de l'Orient*, dont j'avais dirigé la publication². J'ignorais alors que le professeur Kieniewicz avait publié un livre sous le même titre dix ans plus tôt³. Et pris par le travail, et par l'urgence que représentait le volume suivant de l'*Histoire du monde* consacré à l'histoire mondiale au début de l'Époque Moderne, je dus renoncer aux balades dans cette belle ville de Varsovie qui s'appêtait pour les fêtes de Noël⁴.

Je voudrais souligner ici les problèmes auxquels nous avons fait face en travaillant sur notre volume médiéval de l'*Histoire du monde*, publication qui semble être passée à peu près inaperçue en Occident, tout comme la quasi-totalité de l'historiographie récente russe sur les époques médiévale et moderne.

Qu'un spécialiste de l'histoire sociale de la France du XVI^e siècle, et orienté vers la microhistoire, comme je le suis, soit devenu le rédacteur du deuxième volume (et partiellement du troisième) d'une *Histoire du monde*, cela n'est finalement pas si surprenant. On peut citer à titre d'exemple Patrick Boucheron qui, spécialiste de l'histoire des villes italiennes du Moyen Âge, a édité l'*Histoire du monde au XVe siècle*⁵ alors que ses collègues, contemporains et compatriotes étaient plutôt connus comme des opposants à ce genre d'éditions collectives, et à ce genre de synthèses globales.

La situation dans notre institut semblait certes très proche. Fin 2006, Alexandre Tchoubaryan, directeur de l'Institut d'histoire mondiale de

² *Srednevekovye tsivilizatsii Zapada i Vostoka* [Les civilisations médiévales de l'Occident et l'Orient], sous la dir. de P. Ouharov, [in :] *Vsemirnaya istoriya v 6 tomah* [L'Histoire du monde en 6 volumes], sous la dir. d'A. Tchoubaryan, Moscou 2012.

³ J. Kieniewicz, *Wprowadzenie do historii cywilizacji Wschodu i Zachodu*, Varsovie 2003.

⁴ *Mir v Rannje Novoe vremja* [Le monde au début des temps modernes], sous la dir. de V. Vedjuchkine et M. Yussim, [in :] *Vsemirnaya istoriya v 6 tomah* [L'Histoire du monde en six volumes], Moscou, vol. 1, 2011, vol. 2, 2012.

⁵ *Histoire du monde au XVe siècle*, P. Boucheron (dir.), Paris 2009.

l'Académie des sciences de Russie, a annoncé la publication d'une *Histoire du monde* en 6 volumes – mais cette idée n'eut pas d'écho parmi les chercheurs présents. En effet, les œuvres collectives sont tombées en désuétude face à l'essor des recherches monographiques et d'études dans le genre de la microhistoire. Et par ailleurs, est-il encore possible d'écrire une histoire événementielle aujourd'hui, au XXI^e siècle ?

La direction réussit à susciter des réactions à l'aide d'un argument fort – et fort raisonnable : il est difficile de justifier l'existence d'un Institut de l'histoire mondiale si ses membres ne veulent pas écrire une *Histoire du monde*. Mais il était possible de prédire ce tournant vers les généralisations, ainsi que vers l'histoire globale. Élan intellectuel qui se trouvera illustré dans et par le programme du Congrès du Comité International des sciences historiques (Copenhague, 2010).

La précédente *Histoire du monde* en 10 volumes avait été publiée en URSS entre 1955 et 1965 (à quoi trois volumes concernant l'histoire contemporaine furent ajoutés ultérieurement). Toutes les forces de l'empire soviétique avaient été mobilisées pour ce projet – et notamment Nicolaï Konrad, académicien et orientaliste, connu par sa polémique avec Arnold Toynbee. Dans le système soviétique, les conditions étaient réunies pour imposer l'écriture d'une *Histoire du monde* à tous les centres de recherche. Les articles devaient être validés par diverses instances. Dans l'ensemble, cette œuvre fondamentale était considérée comme le triomphe de la conception marxiste des changements des formations socio-économiques et de leur caractère universel. L'importance des tirages (de 100 à 135 mille exemplaires) fait qu'encore aujourd'hui les murs de toutes les bibliothèques publiques, les petites comme les grandes, sont ornés de ces volumes aux reliures vert foncé.

Tout cela, cette époque et ce pays, sont derrière nous. Pendant la période postsoviétique, plusieurs historiens ont initié des *Histoires du monde*, mais toujours comme des projets personnels⁶, et qui n'étaient, à vrai dire, pas pris au sérieux par la corporation professionnelle.

Chaque époque aurait-elle besoin d'écrire sa propre *Histoire du monde* ? Cette question reste discutable, particulièrement maintenant, à l'heure de

⁶ I. Dyakonov, *Puti istorii: ot drevneyshego cheloveka do nashih dney* [Les voies de l'histoire : de l'homme préhistorique à nos jours], Moscou 1994 ; L. Vassilyev, *Vseobshchaya istoriya v 6 tomah* [L'Histoire universelle en six volumes], Moscou 2012-2013 ; Y. Semenov, *Vvedeniye vo vseмирnyu istoriyu* [Introduction à l'histoire mondiale], Moscou 1997-2001.

Wikipédia, quand chacun a accès aux ressources illimitées de l'internet, quand chacun peut télécharger, s'il le souhaite, *The Cambridge Medieval History*, etc. Finalement, même si cela n'était pas évident à la fin de 2006, le temps a montré que la demande pour de nouvelles *Histoires du monde* est forte.

Notre projet était très différent du géant soviétique. Tout d'abord eu égard aux ressources – administratives, matérielles et idéologiques. Nous ne pouvions pas obliger les chercheurs à travailler pour nous ; le financement était modeste ; et, en outre, une certaine indétermination régnait quant à l'état idéologique, méthodologique et même déontologique de notre métier. Ce qui n'était pas forcément un désavantage pour le travail individuel, mais rendait le travail collectif, pour le dire gentiment, difficile.

À cette époque-la les historiens spécialisés en histoire médiévale de l'Europe étaient majoritaires dans notre institut. Cela s'explique plutôt historiquement que fonctionnellement. J'étais responsable pour le volume « médiéval » (deuxième volume) en qualité de directeur du département de l'histoire médiévale et moderne en Occident. Cependant, notre Institut d'histoire mondiale disposait encore d'une demi-douzaine d'autres structures, où les médiévistes étaient également présents. En outre un bon nombre des médiévistes enseignait dans les universités ; et parmi eux, beaucoup nous proposèrent d'écrire sur des sujets trop précis, comme par exemple sur la Catalogne, la Provence, l'Écosse ou même sur le Duché de Gueldre. J'ai notamment reçu un chapitre sur la ville médiévale. Il aurait occupé 10% du volume de l'ouvrage, mais n'était consacré qu'aux villes occidentales. J'étais obligé de refuser les propositions comme celles-ci – et de mettre en péril, par-là, certaines relations avec mes collègues. Il fallait refuser l'eurocentrisme, non pas pour des raisons idéologiques, mais pour des raisons pratiques. Sinon, il était impossible de montrer le monde dans son unité et son développement synchronique.

La collaboration avec des orientalistes a posé d'autres types de difficultés. À l'époque de l'URSS, ceux-ci entreprenaient souvent de dialoguer avec des spécialistes de l'histoire de l'Occident. La théorie marxiste du développement historique restait eurocentrique, malgré tous les ronds de jambes idéologiques. Il en résultait, pour les orientalistes et les africanistes, le désir de faire valoir les traits particuliers de leurs objets, voire de corriger le schéma des formations socio-économiques, en parlant du *mode de*

production asiatique. Mais cette situation disparut – ainsi que la nécessité du dialogue. Pour diverses raisons, les orientalistes refusaient de participer à notre ouvrage. Les sinologues, par exemple, étaient à ce moment-là engagés dans la publication d'une *Histoire de la Chine* en 10 volumes⁷. D'autres présu- maient que le plan que proposerait le département d'histoire médiévale de l'Occident serait par définition discriminatoire à l'égard de l'Orient. Enfin, les textes que nous avons réussi à recevoir de la part d'orientalistes étaient d'un style trop spécifique, difficile à combiner avec le reste des articles du volume. Nous n'avions souvent pas d'autre choix que de réécrire leurs chapitres.

En fait, ces problèmes n'apparurent que plus tard. Le plus grand souci, au commencement, était l'absence de plan pour notre volume. *L'Histoire du monde soviétique* avait un scénario tout-fait pour décrire l'histoire médié- vale. Qui constituait elle-même le paradigme pour décrire les étapes de la formation socio-économique féodale dans le monde entier : du Japon à l'Is- lande et du Vietnam à l'Irlande. Pour nous, la notion de formation socio-éco- nomique n'était plus si évidente, et le terme de « féodalisme » était devenu trop flou, recouvrant différents phénomènes.

Le principe de synchronisation est devenu la trame de notre publication. Chaque période a été divisée en plusieurs tranches chronologiques, ce qui nous a permis de couvrir toutes les régions du monde au cours d'un même moment historique. La synchronisation des processus historiques dans diverses régions du monde est un enjeu principal de notre ouvrage. C'est pour cette raison que nous avons écrit nos textes – certes trop courts, mais grâce à internet, chacun peut se convaincre des richesses civilisationnelles spécifiques de chacune de ces régions.

Mais le concept d'*Histoire médiévale du monde* est-t-il une construction purement artificielle, la projection d'un découpage chronologique européen sur l'histoire du monde entier, ou bien a-t-il une certaine existence « réelle » ? Pour répondre à cette question il faut saisir la singularité du Moyen Âge par rapport aux autres périodes. L'originalité du Moyen Âge par rapport à la période Moderne est assez évidente, non seulement pour l'Europe, mais pour le monde entier. Mais ce n'est pas tout à fait le cas pour le début de l'époque médiévale, et pour sa distinction d'avec la période précédente.

⁷ *Istoriya Kitaya s drevneyshih vremen do XXI veka v desjati tomakh* [Histoire de la Chine de l'époque ancienne au XXI^e siècle en 10 volumes], sous la dir. de S. Tikhvinskiy, Moscou 2013-2017.

L'historiographie soviétique insistait sur la différence entre les formations « esclavagiste » et « féodale », mais aujourd'hui ce critère est absolument impropre. En parcourant l'histoire antique, et en la comparant avec la période médiévale, c'est le nouveau rôle des religions (ou des quasi-religions) qui apparaît évident. L'expansion des religions a entraîné un développement et une intensification des liens et des interactions entre les diverses parties du monde – le phénomène est bien connu des historiens.

Cependant, le rôle des nomades au Moyen Âge, et celui des « empires nomades » est sous-estimé dans la plupart des entreprises éditoriales comparables. Le facteur nomadique est considéré comme soit extérieur, soit marginal par rapport à ces véritables protagonistes historiques que seraient les sociétés sédentaires. Néanmoins, on peut considérer les empires nomades comme le *label*, l'attribut de la période médiévale. Ils naissent à la charnière entre des périodes antiques et médiévales ; et leur disparition marque le début de l'époque Moderne. Les grands empires de l'Antiquité n'ont eu de contacts avec les empires nomades que vers la fin de leur existence. La confrontation entre la dynastie Han et les Xiongnu fut l'un des premiers exemples de ce contact, bien que la société des Xiongnu ne soit pas un empire dans le sens strict du terme. Quoi qu'il en soit, les steppes eurasiennes peuvent être considérées comme pivot autour duquel tourne toute l'histoire mondiale du Moyen Âge.

De ce point de vue, la collaboration des médiévistes, des orientalistes, des historiens des nomades, des écologues, des archéologues, etc., fut indispensable et productive. Bien sûr, il reste toujours des questions qui attendent leurs réponses. Dans quelle mesure les pulsations démographique-militaires des Grandes Steppes étaient-elles liées avec des oscillations climatiques ? Quels changements sont advenus au commencement du premier millénaire dans la culture matérielle, la structure politique et l'organisation militaire des sociétés nomades ? Pourquoi des empires nomades sont-ils nés dans les steppes eurasiennes (d'ordinaire dans sa partie orientale), mais jamais en Arabie ou en Afrique du Nord, bien que là aussi le rôle des tribus pastorales y était énorme ? Quelles étaient les voies de genèse des structures politiques des nomades, et quelles sont les causes internes de leur fragilité ?

Les contacts avec les tribus pastorales des steppes ou des déserts étaient le sort des plusieurs civilisations sédentaires. L'importance du « facteur nomadique » pour les habitants du Maghreb et du Levant avait bien été analysé par

Ibn-Khaldun, qui utilisait le terme d'*asabiyya* (cohésion sociale et militaire, dévouement) pour décrire la vie des habitants des déserts et des montagnes. L'*asabiyya* garantissait à ces derniers un avantage décisif sur les civilisations sédentaires où leurs élites, habituées au luxe, étaient rongées par des luttes internes pour le partage des redevances prélevées sur des peuples appauvris. Grâce à leur *asabiyya*, les envahisseurs pouvaient prendre le pays, balayer ses anciennes élites et, par conséquent, soulager la situation des tributaires. Cependant, l'*asabiyya* des conquérants diminue et, en trois générations, ces pays deviennent à nouveau la proie d'autres tribus guerrières.

Les adeptes de la cliométrie et de la sociologie historique macroscopique tendent à appliquer les « cycles d'Ibn Khaldoun » à l'échelle globale. Et il semble bien qu'effectivement les royaumes fondés par les nomades se développent selon la loi décrite par Ibn Khaldoun. On peut rappeler l'ancien proverbe chinois : « La Fortune des barbares ne dure que cent ans ». Toutefois, les civilisations sédentaires parfois ont trouvé une réponse forte au défi nomadique : bâtir de puissants empires⁸. Ces empires étaient efficaces, mais coûtaient cher aux populations puisqu'il fallait construire des remparts et des forteresses, entretenir une armée forte, maintenir une diplomatie onéreuse. Les empires devaient donc protéger les paysans libres parce que ceux-ci en étaient à la fois les contribuables et la principale réserve pour l'armée. Il était nécessaire d'effectuer le contrôle régulier du prélèvement d'impôts, de mener des cadastres, d'empêcher l'asservissement des paysans par de riches propriétaires. Ce dont découle une bureaucratie virulente qui peut en venir à générer une culture politique spécifique. Les empires de traditions anciennes comme la Chine, Byzance ou l'Iran possédaient beaucoup de traits communs. Leur culture et leurs bureaucrates avaient la capacité de régénérer l'État après toutes les invasions.

Mais le « miracle impérial » avait un coût. L'Empire coûtait très cher pour les populations, et cela les menait à des révoltes. L'Empire était toujours en état de guerre, aussi le risque était-il toujours présent de défaites militaires et d'invasions ennemies. Dans le cas d'un succès total et de l'élimination de

⁸ Il existe une autre opinion, plutôt nomadocentrique. Elle pose que c'est la création des empires sédentaires qui provoque la réponse des tribus nomades, qui construisent des empires dits *shadow empires*. T. J. Barfield, *The Perilous Frontier: Nomadic Empires and China 221 BC to AD 1757*, Cambridge, MA - Oxford 1992.

tout danger extérieur et immédiat, l'Empire pouvait « geler » la société, c'est-à-dire, en bloquer le progrès. C'est pour cela que Jacques Le Goff a parlé de l'Empire Romain comme du « chef-d'œuvre d'immobilisme »⁹. Il faut couper les branches pour laisser pousser le gros de l'arbre, dit la maxime politique chinoise, c'est-à-dire qu'il faut renoncer à tout ce qui paraît « inutile ». Voilà pourquoi la Chine du XV^e siècle fit cesser les voyages marins et ses expéditions dans l'Océan Indien.

Les charges que faisait porter l'Empire étaient lourdes, mais l'absence ou le refus de la tradition impériale était encore plus risqué et dommageable en cas des contacts avec les tribus nomades. Un grand nombre des pays fleurissants étaient conquis par les nomades en l'absence du pouvoir fort et centralisé. Certains d'entre eux étaient rasés, d'autres étaient mis sous le contrôle direct des envahisseurs. Il y avait des pays exploités à distance, comme l'étaient les territoires russes dans le cadre de *l'Oulous de Djötchi*. Ou encore, les nomades pouvaient prendre, dans le pays occupé, la place de l'élite militaire. La nouvelle élite était habituellement turcophone, tandis que la population et les anciennes élites restantes parlaient l'arabe, des langues iraniennes, etc. Il est à noter que l'influence du monde nomadique n'était pas le sort des seuls pays situés à proximité des steppes et des déserts. Les bouleversements issus des relations entre cultures mobiles et sédentaires se répercutaient également dans d'autres territoires. Certains pays tentèrent d'imiter le modèle bureaucratique impérial, comme l'Annam, la Corée, probablement le Japon, mais aussi la Serbie ou la Bulgarie. D'autres furent dirigés par des guerriers nourris de traditions nomades, comme les mercenaires et les *ghulams*, du Sultanat mamelouk au Sultanat de Delhi. L'influence de l'héritage nomadique pouvait être plus ou moins forte : l'empire Timouride, par exemple, n'était pas nomadique dans le sens strict, mais le grand émir et ses contemporains le considéraient comme l'héritier de celui de Gengis Khan. Dans l'empire fondé par Babur, descendant de Tamerlan, l'influence des traditions nomades était minime, mais il était tout de même important pour les empereurs dits Grands Moghols de revendiquer l'histoire et la gloire du Grand Empire mongol. L'importance des traditions politiques et militaires nomadiques pouvait ainsi être considérable, tant pour les états fondés par

⁹ J. Le Goff, *La civilisation de l'Occident médiéval*, Paris 1967, p. 27.

les successeurs directes des nomades que pour leurs ennemis héréditaires – tant pour la Turquie Ottomane que pour la Russie des XVI^e - XVII^e siècles.

Ainsi, la Grande Steppe et les pays limitrophes se trouvaient être les épicentres de certaines « secousses sismiques ». Néanmoins, leur impact n'était évidemment pas pareil dans les diverses régions de l'Ancien Monde.

L'historien australien Victor Lieberman a utilisé l'expression de *protected zones* pour désigner les pays protégés des invasions nomadiques par leur emplacement géographique. Pour marquer leur différence d'avec les *exposed zones*, il les caractérise par la création des *charter states*. Il cite des exemples tirés de l'Asie de Sud-Ouest, du Japon et de l'Europe, y compris la Russie de Kiev¹⁰.

Les exemples choisis par Lieberman sont discutables, mais il est vrai que l'Europe était bien protégée de la Grande Steppe par la distance. Des tribus pastorales ont parfois réussi à s'installer au bord du Danube, mais il ne s'agissait pas d'empires nomades. Il y a une exception : selon la légende du *Hejnał* de Cracovie, le garde qui, du haut de sa tour, le 22 mars 1241, se mit à sonner l'alerte à la vue d'invasisseurs fut transpercé par une flèche mongole. Après avoir battu les chevaliers polonais, allemands, tchèques et hongrois, l'armée de Batu dévasta l'Europe de l'Est et parvint jusqu'aux côtes adriatiques. Mais à cause de la mort du grand Khan Ögödei, Batu dut brusquement rentrer vers la Steppe : il lui fallait se présenter à Karakorum pour procéder à la division de l'héritage. Si Ögödei était mort plus tard, l'histoire de l'Europe aurait été différente. L'Europe aurait probablement trouvé des ressources pour riposter contre les mongols. Mais cette solution aurait dû être – la constitution d'un empire, d'une Europe unifiée.

L'éloignement de la Steppe ne peut certes pas être considéré comme la cause principale du « miracle européen » – mais il en est une des conditions nécessaires. Ce facteur s'ajoute aux causes bien connues de l'« exception européenne » : le caractère maritime de sa géographie et son histoire, son climat, la riche tradition antique, le réseau urbain relativement dense, le rôle particulier du droit, etc. A quoi s'ajoute le contexte historique autour de l'An Mil : la fragmentation de la partie occidentale de l'empire carolingien, la réforme

¹⁰ V. Lieberman, *Strange Parallels*, vol. 2, *Mainland Mirrors: Europe, Japan, China, South Asia, and the Islands: Southeast Asia in Global Context, c. 800-1830 (Studies in Comparative World History)*, Cambridge 2009.

clunisienne ou bien la révolution papale, *l'incastellamento* (selon Pierre Toubert), *l'encelullement* (selon Robert Fossier), *l'ineclessiamento* (selon Michel Lawers et Florian Mazel). Bref, tous les événements qui, après avoir fixé la particularité politique de l'Europe, ont rendu impossible l'avènement d'un empire paneuropéen.

Dorénavant, la dynamique de l'Occident fut différente de celle des autres régions du monde, car les périodes d'épanouissement en Europe ne furent pas interrompues par des reculs significatifs. On ne peut pas affirmer que la renaissance du XII^e siècle fut suivie par la décadence du XIII^e. Le féodalisme dans le sens étroit (c'est-à-dire politique), après avoir été combiné avec le féodalisme dans le sens large (économique), a créé les conditions favorables au progrès de la société¹¹.

D'après la conviction indiscutable pour les médiévistes soviétiques, le féodalisme dans le sens large (c'est-à-dire la propriété foncière détenue par une élite, combinée avec l'exploitation du sol par les paysans-tenanciers et une coercition extra-économique) était un attribut de l'économie médiévale – de portée universelle. Aujourd'hui, les partisans de ce concept sont rares. On peut toutefois trouver partout des formes analogues au tènement de terres en récompense du service militaire (ou du droit de prélèvement des revenus de ses terres) : en Chine, en Inde, dans le monde arabe et turc, et dans les pays slaves. Mais dans la plupart des cas ce phénomène ne jouait pas le rôle de moteur économique. Ce qui s'explique aisément : la fortune de certains *iqṭādars* dépendait directement de la faveur du prince. C'est pourquoi la cour du sultan, de l'émir, du khan, de l'empereur ou du tzar était le point d'application de toutes les forces et espoirs de nombre de détenteurs de terre. C'est que l'octroi de nouvelles possessions dépendait de la faveur du prince – mais la perte de celle-ci menait inévitablement à la perte de terres, et parfois même de la tête. En revanche, en Occident, peu après l'An Mil, les princes ne disposaient pas des ressources foncières, et donc pas du pouvoir de les distribuer et de les redistribuer. Le seigneur ne pouvait compter que sur ses propres ressources : d'où cette recherche des moyens possibles pour augmenter ses revenus, pour protéger ses paysans, avec qui il instituait des

¹¹ Notre ouvrage s'appuie notamment sur les recherches de l'économiste russe, et spécialiste de la paysannerie, Alexandre Chayanov. Notons au passage qu'il est non seulement étrange, mais dommageable, que ses travaux aient été si peu mobilisés par les médiévistes russes.

chartes de franchise. Les relations entre le seigneur et ses sujets étaient loin d'être idylliques, mais ce système a garanti une certaine stabilité et une certaine efficacité économique. D'où le dynamisme de la société féodale qu'on peut observer en Europe¹².

Le « morcellement féodal » n'est pas le propre de la seule Europe. Mais dans d'autres régions la fragmentation politique, réduisant la capacité de repousser les envahisseurs, a été fatale. Le féodalisme est un luxe dont seul l'Occident a pu jouir en toute impunité. La clé de son succès fut notamment l'apparition précoce des institutions sociales variées (le notariat, le développement du droit, les *universitates*, les corporations, les communes, etc.). Le renforcement des autorités centralisées n'écrasait pas les institutions sociales existantes. Le pouvoir était forcé d'entrer dans un dialogue avec eux. En outre, ce pluralisme politique privait les autorités de la capacité de freiner les progrès, comme ce fut le cas dans beaucoup d'États forts et unifiés. Par exemple, le roi qui a écouté les conseils des chevaliers et a ordonné l'interdiction des armes à feu se met en situation d'être inévitablement vaincu par des voisins moins chevaleresques¹³. Quand un roi a démontré un zèle excessif dans la répression des banquiers-tricheurs, il risquait de rester sans argent, *ergo* sans armée¹⁴. L'histoire de l'Europe recèle beaucoup d'exemples de ce genre.

Le retard dans le développement de l'État par rapport au développement des institutions sociales n'est pas une loi historique, mais une exception qui a été considérée comme un exemple pour le monde entier. Mais cette vérité simple, ne devient évidente qu'en regardant l'Europe de l'extérieur. Voilà,

¹² Les différences culturelles peuvent avoir une influence prépondérante. La pierre angulaire de la théorie d'Ibn Khaldoun et de ses adeptes contemporains consiste à poser un décalage entre les rythmes de croissance des élites et celui des peuples. Mais il s'agissait des sociétés où la polygamie était pratiquée parmi des élites. On se rappelle que le sultan du Maroc Ismaïl ben Chérif avait au moins 800 fils. L'établissement du célibat des clercs en Europe, la monogamie et l'endurcissement du majorat pour la noblesse ont provoqué la diminution du poids démographique des élites en Occident.

¹³ L'exemple le plus connu est celui du Japon. Dès le XVI^e siècle, le Japon s'est lancé dans la fabrication d'armes à feu. Les japonais ont très vite développé des techniques avancées pour améliorer l'efficacité de leurs fusils. Ce qui a accéléré le processus d'unification du pays. Cependant, suite à l'unification, la production des armes à feu fut arrêtée par les Tokugawa, fidèles à l'esprit samourai. Les guerriers sont revenus à l'utilisation du sabre. Et au XVIII^e siècle, les techniques de fabrication des armes à feu ont été oubliées.

¹⁴ Il suffit de rappeler l'histoire des relations de Philippe II avec ses créanciers génois qui a abouti, le 4 novembre 1575 à Anvers, à la tristement célèbre « Furie espagnole ».

entre autres, pourquoi il valait la peine d'entreprendre des travaux sur l'*Histoire du monde*.

Evidemment, l'éveil de l'Occident n'est pas la seule trame narrative de notre ouvrage. Le refus d'organiser notre texte comme une mosaïque d'histoires nationales nous a permis de construire librement des typologies. Ainsi nous avons notamment pu établir un certain type de développement des structures politiques propre à la région « macrobaltique » (c'est-à-dire de la Scandinavie à la Russie), ou réfléchir sur *L'Europe des barbares* dans l'esprit de Karol Modzelewski¹⁵.

La perte des traditions d'organisation du travail collectif, l'empressement dans la préparation de notre texte et le manque de coordination entre les différents volumes ont conduit à des lacunes et à des insuffisances. Parmi les omissions involontaires, il y a notamment l'absence d'un chapitre concernant l'histoire du Caucase en tant qu'entité particulière¹⁶.

Les collègues médiévistes nous ont reproché la « dissolution » de l'Occident dans notre ouvrage. Les orientalistes, au contraire, le soupçonnaient d'eurocentrisme. Les enseignants étaient mécontents du rejet des traditions de l'histoire nationale. Les autorités nous ont reproché la sous-représentation de l'histoire de la Russie¹⁷. Nous avons pris en considération certaines de ces remarques critiques. Et certaines améliorations seront ajoutées dans la réédition.

Il est à noter que nous avons organisé le dialogue interdisciplinaire, sans avoir défini cette tâche de façon explicite. Parmi les participants de ce dialogue, il y avait des orientalistes, des spécialistes de l'histoire des nomades, des anthropologues, des archéologues, des historiens de l'art, des spécialistes de l'histoire de la médecine, et même des microbiologistes (lorsqu'il a été question des pandémies). Ce dialogue a donné ses résultats, bien qu'accompagné de difficultés inattendues. Ainsi il s'est avéré que nos médiévistes n'acceptent pas le terme de *vozhdestvo* (chefferie, *chieftdom*). Pour nos

¹⁵ K. Modzelewski, *Barbarzyńska Europa*, Varsovie 2004.

¹⁶ Nous n'avons pas réussi à trouver des spécialistes pour cette tâche. L'un ne voulait écrire que de l'Arménie, l'autre, que sur l'histoire de l'Azerbaïdjan etc. Le Caucase médiéval ne figure d'ailleurs pas non plus dans *The Cambridge World History* (vol. 5, *Expanding Webs of Exchange and Conflict, 500CE–1500CE*, Cambridge 2015).

¹⁷ Dans ce cas, j'ai justifié notre choix par le fait que nos collègues de l'Institut de l'histoire russe avaient commencé des travaux pour une *Histoire de la Russie* en 20 volumes.

orientalistes, les subtilités du constructivisme et de la critique approfondie des sources restent parfois inconnues. A mon avis, la plus grande difficulté consistait en l'absence de consensus par rapport aux concepts principaux et aux notions propres aux historiens. A cette époque (les années 2000-2010) la nécessité de la réflexion n'était pas évidente. Les termes comme « féodalisme », « structures sociales », « communauté », « la genèse du politique » et, surtout, la notion d'« État » étaient compris par chaque spécialiste à sa manière. Ces difficultés sont issues de l'héritage soviétique, où les historiens avaient été habitués au fait qu'il devait y avoir, dans les sciences, une unanimité sur les vérités théoriques contrôlée par les autorités.

Les débats publics sur ces questions importantes n'ont véritablement commencé qu'autour de 2010. Je me souviens d'un cas anecdotique mais, il me semble, symptomatique. Un anthropologue avait expliqué, devant un parterre de médiévistes et de spécialistes de l'histoire de l'Ancienne Russie, que les sociétés traditionnelles étaient caractérisées par l'« hétéarchie ». Il s'est avéré que la plupart des personnes présentes comprenaient qu'il s'agissait de l'« Heptarchie » anglo-saxonne. Mais aujourd'hui, le tournant théorique a été entamé – et j'espère que nos efforts, dans une certaine mesure, n'y sont pas pour rien.

On m'a souvent interrogé sur la méthode et la base théorique de notre ouvrage. Les questions méthodologiques me sont toujours pénibles. Je trouve qu'il est plus judicieux de parler non pas de la méthodologie particulière, mais du point de vue à partir duquel on observe son objet. J'ai utilisé la notion du « système-monde médiéval », qui m'a paru assez pertinente. Mais de ce fait, on m'a inscrit dans ce courant bien défini qu'illustrent les noms d'Immanuel Wallerstein, d'André Gunder Frank ou Giovanni Arrighi. J'estime leurs approches, mais je suis obligé de refuser l'honneur d'être identifié à ce groupe. Pour éviter ces malentendus, je préfère maintenant parler d'un « Ecoumène médiéval » plutôt que du « système-monde ».

Ce n'est sans doute pas le bon moment pour présenter notre volume suivant, intitulé *Le monde au début des temps modernes (XVIe - XVIIe siècles)*. Toutefois, je pense qu'il est important de mentionner que dans cet ouvrage nous avons abordé des sujets qui, à ma connaissance, n'ont pas été traités par nos homologues. Par exemple, nous avons consacré un des chapitres aux peuples boréaux, et un autre aux empires coloniaux, où des cas « exotiques » sont traités, comme les possessions d'outre-mer du Duché de Courlande.

Cette expérience de l'*Histoire du monde* n'est pas passée sans laisser de traces sur mes intérêts académiques. Il n'est pas facile de s'arrêter une fois qu'on a commencé à penser avec des catégories globales. Il n'y a pas longtemps, avec un collègue orientaliste, nous avons publié *La Chine dans le monde médiéval*¹⁸.

En tout cas, ces immersions dans l'histoire de civilisations éloignées peuvent être fructueuses pour l'historien. Cette aventure permet au chercheur de révéler des traits importants pour l'histoire de « sa » région, d'ordinaire restés inaperçus. Elles permettent aussi de mieux comprendre comment, et dans quelle mesure les histoires des régions éloignées les unes des autres peuvent être entremêlées¹⁹.

Néanmoins, il est important pour un historien de ne pas devenir un passager ayant acheté un *one way ticket*. Il vaut mieux garder l'opportunité de rentrer chez soi, dans la sphère où tout est familier, où il est capable de travailler dans les archives pour y acquérir de nouvelles connaissances. En s'impliquant dans le dialogue interdisciplinaire, il est important de préserver son identité d'historien. Et comme l'a écrit Jan Kieniewicz : *My strong identity assures elasticity, and thus the capacity to affect the deep transformations requisite on the road to metamorphosis*²⁰.

¹⁸ p. Ouharov, L. Ryabinine, *Kitai v srednevekovom mire* [La Chine dans le Monde médiéval], Moscou 2017. Il est à noter toutefois, que mon co-auteur n'est pas un sinologue, mais spécialiste de l'histoire du Vietnam.

¹⁹ Je n'en donnerai que deux exemples. En novembre 1615, les ambassadeurs russes en France ont informé qu'un envoyé du roi de « l'Inde occidentale » est arrivé à la cour de Louis XIII, pour se plaindre que le roi d'Espagne avait attaqué son royaume. Ce témoignage de la visite en France des ambassadeurs du « roi » indien du *Maranhão* brésilien en 1615 est unique. Paradoxalement, cette information n'était pas mentionnée dans d'autres sources historiques, à l'exception des archives de Moscou. Tout le monde sait qu'en 1689 le traité de Nerchinsk entre la Russie et la Chine a été signé. Mais il est moins connu que les principaux protagonistes du côté chinois étaient Jean-François Gerbillon et Thomas Pereira, deux jésuites. Du côté russe le rôle décisif était joué par Andreï (Jan) Belobotskii (un calviniste polonais qui a fait ses études à l'université de Cracovie, et qui après s'être converti à l'orthodoxie est entré au service de la Russie).

²⁰ J. Kieniewicz, « My identity, my future », https://www.academia.edu/12521078/MY_IDENTITY_MY_FUTURE [consultation : 31 mars 2018].